

## **IWGIA's statement**

### **UN General Assembly fails to bring hope to world's indigenous peoples**

More than two decades of efforts to promote international human rights standards for the safety and well-being of Indigenous Peoples appear to have failed following the adoption of a motion by the Third Committee of the UN General Assembly on 28<sup>th</sup> November to defer the historic adoption of the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples. The motion, promoted by few Western countries and put forward by the Namibian delegation on behalf of the African Group of States, was put to the vote with a majority of 82 nation states in favour, 67 against and 25 abstentions.

As a non-governmental organization devoted to promoting the rights of indigenous peoples worldwide and which has, from the very beginning, been directly involved in the discussions regarding the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, IWGIA wishes to make known its immeasurable dismay and concern at the decision taken yesterday by the Third Committee of the UN General Assembly. We fear this may mean that the United Nations will never adopt a strong international human rights standard that promotes and respects the fundamental rights of indigenous peoples.

We also believe that the General Assembly's failure in this regard is a serious setback for the integrity of the newly-established Human Rights Council. The Council, mandated by the General Assembly itself to promote universal respect for the protection of human rights and fundamental freedoms for all, had urged the General Assembly to formally adopt the Declaration without delay.

By not adopting the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, the UN General Assembly has undoubtedly not only deafeningly failed to enhance the capacity of the international human rights system to address some of the most pervasive and reprehensible human rights violations in the world today but has also missed an historic opportunity to advance the rights and aspirations of the world's indigenous peoples.

The ambiguity of the resolution adopted by the Third Committee makes it very difficult to predict the future that lies ahead for the Declaration. The current text is the result of more than 22 years of arduous dialogue between indigenous peoples and governments and is now widely accepted among those who have been involved in this process. We therefore believe that yet more months of undefined government consultations will in no way improve its chances of being adopted but can rather be seen as an attempt by governments such as Australia, New Zealand, the USA and

Canada - who have stubbornly opposed the Declaration's text as adopted by the Human Rights Council - to butcher it or to block its final adoption all together. We are sure that the current disappointment and dismay that indigenous peoples, human rights NGOs and international institutions are feeling today is also shared by those governments who are strongly committed to advocating for adoption of the Declaration.

Given that it is difficult to envisage, at this moment in time, what the full significance and implications of the passing of Namibia's resolution will be, it is essential that all those governments who have been thus far committed to the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples redouble their efforts and work, together with indigenous peoples, to promote the General Assembly's adoption of the text approved by the Human Rights Council in June 2006.

## **Déclaration de IWGIA**

### **L'Assemblée Générale des Nations Unies ne répond pas à l'espérance des Peuples Autochtones du monde**

Il semble que plus de deux décennies d'efforts pour promouvoir les Droits internationaux de l'Homme, pour la sécurité et le bien-être des Peuples Autochtones, ont été mis en échec après que le Troisième Comité de l'Assemblée Générale des Nations Unies a voté, le 28 Novembre, la décision d'ajourner l'adoption historique de la Déclaration sur les Droits des peuples Autochtones. La motion, défendue par un certain nombre de pays et proposée par la délégation de Namibie au nom du groupe des Etats africains, a été adoptée par une majorité de 82 Etats nations, 67 contre et 25 abstentions.

En tant qu'organisation non gouvernementale vouée à la promotion des droits des Peuples Autochtones à travers le monde, qui a été, depuis le tout début, directement impliquée dans les discussions sur la Déclaration des Nations Unies pour les Droits des Peuples Autochtones, IWGIA entend faire connaître sa profonde consternation et sa préoccupation quant à la décision prise par le Troisième Comité de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Nous craignons que cela ne puisse signifier que les Nations Unies n'adoptent jamais un solide instrument international de droits humains qui respecte et promeuve les droits fondamentaux des Peuples Autochtones.

Nous croyons également que l'échec de l'Assemblée Générale sur ce point constitue un sérieux revers pour l'intégrité du Conseil des Droits de l'homme qui vient d'être établi. Ce Conseil, mandaté par l'Assemblée Générale elle-même pour promouvoir le respect universel de la protection des droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous, a demandé instamment à l'Assemblée Générale d'adopter formellement la Déclaration, sans délai.

En n'adoptant pas la Déclaration des Nations Unies pour les Droits des Peuples Autochtones, l'Assemblée Générale a sans aucun doute échoué de façon assourdissante à améliorer la capacité du système international des Droits de l'Homme à traiter quelques-unes des violations des droits de l'homme parmi les plus répandues et les plus répréhensibles. Elle a aussi manqué la possibilité historique de faire progresser les droits et les aspirations des Peuples Autochtones du monde.

L'ambiguïté de la résolution adoptée par le Troisième Comité rend très difficile de prévoir l'avenir de la Déclaration. Le texte actuel est le produit de plus de 22 années de dialogue ardu entre les Peuples Autochtones et les gouvernements et il est aujourd'hui largement accepté par ceux qui ont pris part au processus. C'est pourquoi nous croyons que plusieurs mois de consultations indéfinies entre les gouvernements n'amélioreront nullement ses chances d'être adopté. Nous voyons, au contraire, de la part des gouvernements des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et le Canada - qui se sont obstinément opposés au texte de la Déclaration tel qu'il a été adopté par le Conseil des Droits de l'Homme - , une tentative de le mettre en pièce ou de bloquer complètement son adoption finale. Nous sommes certains que la déception et la consternation que ressentent aujourd'hui les Peuples Autochtones, les ONG et les institutions de droits humains, sont partagées par les gouvernements des Etats qui se sont sérieusement impliqués pour défendre l'adoption de la Déclaration.

Etant donné qu'il est difficile d'envisager, à ce moment même, la signification complète et toutes les conséquences du vote de la résolution de la Namibie, il est essentiel que tous les gouvernements qui se sont jusqu'à présent mobilisés pour la Déclaration des Nations Unies pour les Droits des Peuples Autochtones redoublent d'effort et travaillent, ensemble avec les Peuples Autochtones, à promouvoir l'adoption par l'Assemblée Générale du texte approuvé par le Conseil des Droits de l'Homme, en Juin 2006.